

Les parties écologistes en Europe ; évolution et perspectives

Saskia Richter

1. Les partis écologistes après les élections européennes de 2009

Les partis écologistes sont sortis renforcés du scrutin européen de 2009. Le groupe parlementaire Verts/ALE a gagné 14 sièges et obtenu un total de 55 députés. Les Verts français menés par Daniel Cohn-Bendit sont ceux qui ont le plus progressé. Ils disposent, comme leurs homologues allemands, de 14 mandats. Les écologistes allemands, autrichiens et néerlandais ont eux aussi tiré profit de ce scrutin tandis que d'autres – lettons et luxembourgeois par exemple – sont restés au même niveau. Au total, les partis écologistes ont progressé de deux points pour atteindre 7,4 % des suffrages¹. Le vote aux européennes ayant un caractère moins stratégique qu'un scrutin national, il est en général favorable aux petits partis, comme cela s'est confirmé en 2009. La participation dans les 27 Etats membres est en outre inférieure à celle observée lors des élections nationales, même si on relève une certaine disparité.

La situation des partis écologistes est très différente d'un pays à l'autre et impossible à deviner à partir du paysage européen.

Saskia Richter est politologue et chercheure à la chaire d'histoire contemporaine de l'Université libre de Berlin

¹ Chiffres fondés sur les indications du Parlement européen et les informations relatives à la période allant de la fin de la 6ème législature au passage à la 7ème législature. Cf. <http://www.euoperl.europa.eu/parliament/archive/elections2009>

Cet article est consacré à l'évolution des partis écologistes au sein de l'Union européenne depuis leur apparition au cours des années 70 et 80. Dans quels pays ont-ils le plus de succès ? Dans quels pays sont-ils inexistantes ? Comment expliquer ces différences ? Afin de répondre à ces questions, il convient d'examiner (1) l'état de la société dans les différents Etats membres de l'Union, (2) la situation des adhérents et des électeurs ainsi que (3) les programmes des partis. Les partis verts réussissent-ils forcément toujours en milieu urbain et universitaire, ou y a-t-il des exceptions ? Qu'y a-t-il de vrai dans l'idée d'« embourgeoisement » des écologistes ? Un bilan de la situation et des forces et faiblesses des écologistes débouchera sur une analyse des conséquences pour la social-démocratie en Europe.

2. Catégorisation et histoire

En Europe de l'Ouest, les partis écologistes ont vu le jour entre le début des années 1970 et la moitié des années 80 ; en Europe de l'Est, ils apparaissent à partir de 1989, où ils défendent d'abord des thèmes écologiques classiques comme la défense de l'environnement ou la sortie du nucléaire. Certains partis écologistes de gauche comme GroenLinks aux Pays-Bas trouvent leurs racines dans le milieu pacifico-socialiste (au Danemark également, « l'Alliance Rouge-Verte » est à rattacher aux socialistes démocratiques). En outre, il existe au sein du camp vert des partis paysans qui ne se contentent pas de représenter les intérêts du monde rural mais présentent un visage résolument antimoderniste. En Lettonie, une al-

liance écologiste « de droite » a ainsi été conclue entre le syndicat des paysans et les Verts. A l'évidence, les intérêts des groupes politiques qui se disent « verts » sont extrêmement variés et ne se limitent pas à la défense de l'environnement par des moyens politiques. Le succès des partis écologistes

dépend de plusieurs facteurs : (1) leur capacité à travailler en coalition et l'importance du partenaire de coalition ; (2) l'organisation du système des partis et du système gouvernemental ; enfin (3) les différents intérêts au sein de la société et la concurrence des partis présents sur la scène nationale.

Tableau 1 : sièges obtenus par les Verts aux élections européennes de 2009

Etat de l'UE	Répartition des sièges entre pays d'après le Traité de Nice	Sièges du groupe Verts/ALE (par rapport à 2004)	% revenant aux Verts dans leur pays respectif, en sièges
Allemagne	99 (=)	14 (+1)	14,00%
Autriche	17 (-1)	2 (=)	12,00%
Belgique	22 (-2)	4 (+2)	18,00%
Bulgarie	17 (-1)	0 (-)	0
Chypre	6 (=)	0 (=)	0
Danemark	13 (-1)	2 (+2)	15,00%
Espagne	50 (-4)	2 (-3)	4,00%
Estonie	6 (=)	1 (+1)	16,00%
Finlande	13 (-1)	2 (+1)	15,00%
France	72 (+6)	14 (+8)	19,00%
Grèce	22 (-2)	1 (+1)	4,50%
Hongrie	22 (-2)	0 (=)	0
Irlande	12 (-1)	0 (=)	0
Italie	72 (-6)	0 (-2)	0
Lettonie	8 (-1)	1 (=)	12,50%
Lituanie	12 (-1)	0 (=)	0
Luxembourg	6 (=)	1 (=)	16,00%
Malte	5 (=)	0 (=)	0
Pays-Bas	25 (-2)	3 (+1)	12,00%
Pologne	50 (-4)	0 (=)	0
Portugal	22 (-2)	0 (=)	0
République tchèque	22 (-2)	0 (=)	0
Roumanie	33 (-2)	0 (-)	0
Royaume Uni	72 (-6)	5 (=)	6,90%
Slovaquie	13 (-1)	0 (=)	0
Slovénie	7 (=)	0 (=)	0
Suède	18 (-1)	3 (+2)	16,60%
Total UE	736 (785)	55 (+ 14)	7,50%

Source : pour les résultats aux élections européennes de 2009, www.europarl.de au 15/10/2009 ; différences calculées par l'auteur.

Tableau 2 : les partis écologistes en Europe – dernières élections, derniers succès

Pays	Nom du parti	Dernier résultat électoral	Participation(s) au gouvernement
Allemagne	Bündnis 90/Die Grünen	2009 : 10,7 %	1998-2005
Autriche	Die Grünen	2006 : 10,4 %	
Belgique	Groen ! Ecolo	2007 : 6,2 % 2007 : 12,6 %	1999-2003 (2 partis)
Bulgarie	Bulgarian Green Party	2005 : 0,5 %	1990-1992
Chypre	Cyprus GP	2006 : 2 %	
Espagne	Los Verdes	2008 : 1 %	
Estonie	Eesti Roheline Liikumine	2007 : 7,1 %	1990-1992
Finlande	Vihreä Liitto	2007 ; 8,5 %	1995-2002, 2007-
France	Les Verts	2007 : 3,2 %	1997-2002
Grèce	Ecologoi-Prasinoi	2007 : 1 %	
Hongrie	Zöld Demokraták	2006 : 0,4 %	
Irlande	Comhaontas Glas	2007 : 4,7 %	-2007
Italie	Federazione die Verdi	2008 : -	1996-2001
Lettonie	Latvijas Zala Partija	2006 : 16,7 %	1993-1998, 2002-2204, - 2009 / Premier ministre en 2004
Lituanie			1990-1992
Luxembourg	Dèi Grèng	2004 : 11,6 %	
Malte	Alternattiva Demokratika	2008 : 1,3 %	
Pays-Bas	De Groenen GroenLinks	2006 : - 2006 : 4,6 %	
Pologne	Zieloni2004	2007 : -	1997-2000
Portugal	« Os Verdes »	2005 : 1,26 %	
République tchèque	Strana Zelených	2006 : 6,3 %	2007-2009
Roumanie	Federatia Ecologista din Romania	2004 : 1,4 %	1991-1992
Royaume Uni	People ; Ecology Parti ; aujourd'hui « The Green Party »	2005 : 2,9 %	
Slovaquie	Strana Zelenych na Slovensku	2006 : 1 %	1998-2002
Slovénie	Stranka mladih Slovenije	2008 : 2,1 %	1990-1994
Suède	Milijöpartiet de Gröna	2006 : 5,2 %	
Suisse	Grüne Partei	2007 : 9,6 %	

Source : tableau établi par l'auteur d'après l'étude de Wolfgang Rüdig in : Heinrich-Böll-Stiftung (éditeur) : « Grüne Parteien in Europa » (« Les partis verts en Europe ») et www.europeangreens.org

2.1 Les partis écologistes d'Europe du Nord

Dans la brochure « Die Grünen in Europa » (« Les Verts en Europe ») éditée par la Fondation Heinrich Böll, Michael Blum analyse la présence plus ou moins marquée des partis écologistes en Scandinavie, une région où les partis socialistes s'intéressent depuis longtemps aux questions environnementales et avaient intégré dans les années 1970/1980 le conflit social qui avait à l'époque donné naissance aux partis verts. C'est d'ailleurs à la même période qu'a été fondé en Suède le parti écologiste Milijöpartiet de Gröna, entré au Parlement en 1988. Les Verts suédois ont coopéré à partir de 1998 avec un gouvernement minoritaire social-démocrate et se sont engagés sur ce que l'on a appelé la « voie suédoise » ou « troisième voie », à mi-chemin entre capitalisme et socialisme.

En Finlande, les Verts de Virheä Liitto connaissent un succès particulièrement remarquable. Le parti s'est développé à l'échelon municipal à partir des années 70 et à l'échelon national à partir du début des années 80. Il a accédé aux responsabilités gouvernementales en 1995 en coopération avec les sociaux-démocrates et a été reconduit en tant que partenaire de coalition en 1999. Les Verts finlandais ont toutefois quitté le gouvernement en 2002 en signe de protestation contre le vote du Parlement en faveur de la construction d'une nouvelle centrale nucléaire. Le parti écologiste est une composante bien établie du paysage politique et gouvernemental finlandais. Il s'est particulièrement distingué par ses résultats aux élections municipales à Helsinki.

En Norvège et au Danemark, on trouve deux candidats plutôt pâlots : en Norvège, le Milijöpartiet de Gronne est né en 1988 du regroupement de mouvements écologistes locaux. Comme l'écrivent les chercheurs berlinois spécialistes des partis politiques Richard Stöss, Melanie Haas et Oskar Niedermayer, il n'existe pas de parti écologiste au Parlement mais une « coloration verte » des socialistes et du parti paysan. Au Danemark, le parti vert De Gronne a vu le jour en octobre 1983 et n'a guère réussi à s'implanter ; il a obtenu en 2001 quatre mandats au Parlement national en coopération avec les socialistes. La dimension conflictuelle « écologiste » s'étant heurtée au Danemark à la dimension traditionnelle gauche-droite, il n'est resté pour les Verts aucune place sur

l'échiquier politique qu'ils auraient été en mesure d'occuper.

2.2 Les partis écologistes du centre de l'Europe occidentale

C'est surtout dans la partie centrale de l'Europe continentale que les partis écologistes connaissent un succès grandissant. Ils sont très fortement représentés aux parlements luxembourgeois et autrichien. Fondé en 1983, le parti écologiste luxembourgeois est devenu en 1995 le Partei Dei Greng (DG) et s'est hissé au rang de « 4ème force politique » du pays. Il a opté pour le pragmatisme et se considère comme un partenaire de coalition potentiel des trois autres grands partis dès l'instant où un accord de fond est possible sur des sujets comme l'environnement ou la protection des minorités. Les Verts autrichiens sont entrés au Parlement en 1986 avec 4,8 % de voix. Depuis, leur représentation parlementaire est stable. Ils ont remporté 9,5 % des voix aux élections de 2002.

En Allemagne, le parti s'est formé dès 1980 et est entré au Parlement en 1983. Il est né de l'émergence d'une nouvelle ligne de fracture sociopolitique entre valeurs libertaires et valeurs autoritaires (Oskar Niedermayer), accompagnée de plusieurs éléments catalyseurs : la question nucléaire, le débat relatif aux euromissiles de l'OTAN, l'augmentation du nombre de demandeurs d'asile et de l'immigration des allemands rapatriés en provenance d'Europe centrale, orientale et du sud-est. Les Verts ont aussi profité du contexte de mobilisation lié à l'essor des nouveaux mouvements sociaux des années 1970.

En Belgique, les écologistes ont dès le début formé deux partis : en Flandre le parti Groen (anciennement Agalev), en Wallonie le parti Ecolo. Ils ont tous deux essuyé un sérieux revers aux élections de 2003, les électeurs leur ayant fait payer les décisions qu'ils avaient prises alors qu'ils étaient au gouvernement.

Les Verts ont connu des difficultés comparables en France et ont perdu de nombreux électeurs dès le milieu des années 90. Leur score électoral a chuté de 7,6 % en 1993 à 3,6 % en 1997 pour se stabiliser à 4,5 % en 2002. En revanche, ils ont remporté un succès remarquable aux élections européennes de 2009 avec huit mandats supplémentaires.

2.3 Les partis écologistes du Sud de l'Europe

Au Portugal, en Espagne, en Italie et en Grèce, les partis écologistes sont faibles et peu représentés au Parlement. Ce phénomène s'explique par l'absence de ligne politique, les dissensions internes, une faible demande de politique nouvelle et un intérêt peu marqué pour les valeurs post-matérielles.

2.4 Les partis écologistes d'Europe de l'Est

Les partis écologistes ne sont pas nés de la même façon dans les pays post-communistes d'Europe centrale et en Europe occidentale. L'engagement en faveur des droits civiques et des droits de l'homme a été au centre des mouvements de révolte de 1989/90 ; les conflits qui avaient donné naissance aux partis verts d'Europe occidentale dans les années 1970 et 80 sont apparus bien plus tard. Les deux processus qui, selon le livre de Jon Burchell « Evolution of Green Politics », étaient à l'origine de la création des partis écologistes, à savoir la naissance de mouvements sociaux pratiquant des activités politiques non conventionnelles et le développement d'une philosophie de l'environnement, n'existaient pas de l'autre côté du rideau de fer ou ne se trouvaient encore qu'à un stade embryonnaire. Ainsi en République tchèque, la sensibilité aux questions environnementales, le désir d'accéder à une qualité de vie meilleure et la volonté de s'engager pour la protection des minorités sociales et des exclus n'ont pris leur essor qu'une fois le pays parvenu à un certain niveau de prospérité (Karl-Peter Schwarz: « Aussen neureich, innen grün » - « Nouveau riche à l'extérieur, vert à l'intérieur », dans : Frankfurter Allgemeine Zeitung, 09.05.2006). Les écologistes tchèques ont réussi à passer du rôle de secte politique extra-parlementaire à celui de force de décision.

3. Les raisons du succès des partis écologistes

3.1 Les années 70 : changement de valeurs, changement structurel...

Le premier parti écologiste organisé à l'échelon national a vu le jour en 1973 à Coventry, en Grande Bretagne. S'inspirant directement du Club de Rome et de l'étude que celui-ci avait publiée en 1972 sous le titre « Les limites de la croissance », ses fondateurs le baptisèrent People. D'un point de vue stratégique, People ne réussit pas à s'associer aux organi-

sations de défense de l'environnement. Après ses premières participations aux élections, le parti fut rebaptisé en 1975 Ecology Party avant de devenir en 1985 le Green Party.

La fondation des premiers partis écologistes fut suivie un peu partout en Europe de succès aux élections municipales, européennes et nationales ; la présentation de premières listes écologistes aux européennes date de 1979. Même si les résultats électoraux étaient encore modestes, l'organisation de la campagne et les fonds obtenus grâce aux voix remportées servirent à consolider les fondements des partis. Ainsi en Allemagne, une formation alternative appelée « Sonstige Politische Vereinigung – Die Grünen », qui s'était présentée pour la première fois à une élection lors du scrutin européen de 1979, devint un véritable parti en janvier 1980 et réussit à entrer au Parlement national dès 1983.

A la fin des années quatre-vingt, le processus de fondation des partis était quasiment achevé en Europe de l'Ouest ; dans des pays comme la France, la Belgique, la Grande Bretagne, le Luxembourg et la République fédérale d'Allemagne, les partis verts étaient désormais bien établis. Ils restaient par contre faibles au Danemark, en Norvège et au Portugal avec zéro député ou eurodéputé jusqu'en 1993, une organisation peu structurée et un potentiel de mobilisation réduit. En Grande Bretagne, les Verts étaient en outre défavorisés par le système de vote majoritaire.

Du point de vue sociopolitique, l'apparition des partis écologistes en Europe occidentale s'explique par l'essor des valeurs post-matérialistes. C'est du moins la thèse présentée par le politologue américain Ronald Inglehart dans les années 1970, qui qualifia ce changement de "révolution silencieuse". Il explique que dans les sociétés riches, les individus développent un penchant pour des valeurs post-matérielles comme la liberté politique, l'écologie, la santé ou le bonheur. Ces valeurs ont pris une place importante dans le milieu des nouveaux mouvements sociaux, dont sont parties à la fois les idées d'une "nouvelle politique" et sa représentation politique par l'intermédiaire des partis verts.

3.2 ... et lacunes dans le système des partis

Le changement social et l'évolution des valeurs ne sont toutefois pas suffisants pour expliquer l'apparition à l'échelle mondiale

d'une nouvelle famille politique. Le succès de ces nouveaux partis s'explique aussi par l'incapacité des partis établis à intégrer ces questions nouvelles dans leurs programmes. Les sociaux-démocrates furent souvent incapables d'intégrer des sujets comme l'environnement, le développement durable et la société non-industrielle dans leurs programmes et ne purent ainsi éviter la migration de pans entiers de leur électorat vers les nouveaux partis écologistes. Les partis établis ont laissé s'installer dans le paysage politique un vide dont on a profité les partis alternatifs. Dans les pays où la gauche traditionnelle s'est saisie efficacement du sujet de l'environnement, aucun parti alternatif n'a vu le jour - ou à très petite échelle seulement.

Dans l'une de ses études intitulée « les Verts en Europe occidentale » (1993), Ferdinand Müller-Rommel met en avant une combinaison de facteurs qui expliquent le succès électoral des écologistes dans les années 80 : (1) plus la densité de population était élevée, plus leurs résultats aux élections étaient bons ; (2) plus le système de vote à la proportionnelle était disproportionnelle, plus les résultats des Verts étaient bons ; (3) plus la mobilité de l'électorat d'un parti à l'autre était faible, plus cela profitait aux écologistes ; (4) plus les nouveaux mouvements sociaux étaient importants dans un pays, plus les partis verts faisaient de bons scores. (5) Il attribue également un rôle majeur à l'orientation vers de "nouvelles" valeurs et au scepticisme de l'opinion publique quant à la compétence des parlements nationaux.

A l'heure actuelle, les partis écologistes qui réussissent sont ceux qui (1) sont capables d'entrer dans une coalition gouvernementale avec des partis sociaux-démocrates ou d'autres partis, ce qui implique notamment de modérer le caractère radical de leurs positions d'origine en matière d'environnement, de politique sociale ou de défense. Les partis verts qui réussissent sont aussi ceux qui (2) réalisent un travail d'opposition efficace et (3) qui se situent dans des pays à faible taux de chômage et à fort PIB.

4. Les coalitions Verts / conservateurs en Europe

Dans l'hebdomadaire allemand « Die ZEIT » du 22 octobre 2009, Peter Dausend écrit que les Verts allemands s'ouvrent au dialogue avec les conservateurs et se libèrent de con-

traintes idéologiques anciennes. Il estime que les coalitions conclues à l'échelon local entre Verts et conservateurs fonctionnent bien et qu'un éventuel partage des responsabilités nationales avec les chrétiens-démocrates et les chrétiens-sociaux de la CDU/CSU pourrait être une éventualité à long terme, d'autant que la "pensée verte" est devenue la grande tendance du moment : les Allemands sont soucieux de manger sainement, achètent des voitures peu gourmandes en carburant, trient leurs déchets et rejettent le nucléaire. On peut toutefois se demander quel degré de pertinence accorder à la théorie de l'embourgeoisement des partis écologistes. Existe-t-il en Allemagne ou ailleurs en Europe un nouveau "centre-gauche" rassemblant une bourgeoisie libérale de gauche et un milieu étudiant alternatif susceptible de soutenir une coalition entre Verts et conservateurs ?

L'électorat écologiste se distingue nettement de celui des autres partis. Depuis les années 1970-1980, les électeurs des Verts appartiennent au milieu des nouveaux mouvements sociaux. Ils étaient plutôt jeunes, avaient un bon niveau d'éducation et travaillaient dans les services publics. Aujourd'hui encore, l'électorat vert est généralement bien instruit, attaché aux valeurs post-matérielles et plutôt partisan de la démocratie participative. Selon Ferdinand Müller-Rommel, les électeurs écologistes travaillent là où le conflit des classes traditionnel est inexistant. Ainsi, les partis verts d'Europe défendent aujourd'hui encore des groupes sociaux défavorisés alors qu'ils sont élus par des personnes qui profitent de la mondialisation - et qui peuvent se permettre le luxe d'une politique sociale. Or, du point de vue de sa structure sociale, cette catégorie de population est particulièrement bourgeoise : bourgeoise et emprunte d'une culture alternative, mais bourgeoise.²

Aujourd'hui comme par le passé, les Verts ont beaucoup de succès auprès de la population urbaine. En Allemagne, un député vert fait son entrée au Bundestag en obtenant un « mandat direct » de sa circonscription à Berlin. Auparavant, les Verts avaient déjà fait des scores élevés à Fribourg et à Stuttgart. En Finlande, ils sont très présents à Helsinki - du moins y ont-ils remporté 23,5 % des voix aux municipales de 2000. En Suisse, les élections de 2007 ont permis aux Verts d'entrer au

² Il est à noter qu'il existe un électorat écologiste alternatif en Europe de l'Est mais que les milieux qui le composent ne sont pas aussi bien établis que les milieux alternatifs verts d'Europe occidentale.

Conseil des Etats, la Chambre haute de l'Assemblée fédérale, en remportant des mandats dans les cantons de Vaud et de Genève. En Grande Bretagne, les terres de prédilection des écologistes sont Brighton, Oxford, Lancaster et Norwich. Aux Pays-Bas, GroenLinks fait aujourd'hui des scores supérieurs à 20 % à Utrecht et à Amsterdam.

L'électorat conservateur, par contre, est généralement plus âgé, moins instruit et rural. Il est plus traditionaliste et attache plus d'importance au mariage et à la famille. Il pense davantage en termes « nationaux » et est souvent chrétien. Vus sous cet angle, les électeurs conservateurs et écologistes semblent se compléter, en théorie du moins. Mais des vieux ressentiments existent dans un camp comme dans l'autre. Dans les têtes, les clichés de l'époque hippie ferraillent toujours contre les images des petit-bourgeois. Les chances de voir les Verts et les conservateurs coopérer réellement dépendent donc à la fois des responsables des partis et des orientations et de l'état d'esprit de la base des organisations. Cela étant, des coalitions entre Verts et conservateurs ont bel et bien vu le jour en Allemagne et dans d'autres pays européens ces dernières années - peut-être justement en raison de ces différences. Dans la région de Haute Autriche, le « Österreichische Volkspartei » (Parti Populaire Autrichien) et les Verts ont formé une coalition en 2003 ; reconduite en octobre 2009, elle a présenté un programme de créations d'emplois dans le secteur de l'environnement. Les municipalités de Graz et de Bregenz sont gérées par des coalitions Verts/conservateurs. A l'échelon national par contre, les négociations de coalition engagées entre les Verts et les conservateurs à la suite des élections de 2003 se sont soldées par un échec. En Irlande, en Finlande, en République tchèque et en Lettonie, des écologistes sont présents au gouvernement au côté des conservateurs. Toutes ces coalitions ont vu le jour après 2005 et après la vague des gouvernements « rouges-verts » des années 1990. La coopération avec les conservateurs permet aux écologistes de se distinguer plus clairement que dans une configuration avec les sociaux-démocrates : Il leur est plus facile de faire apparaître une identité propre. Dans le même temps, des sujets comme l'abandon du nucléaire ne sont plus des motifs de rupture absolus : la Finlande prévoit de construire un sixième réacteur nucléaire avec des écologistes dans son gouvernement et la Lettonie envisage elle aussi de recourir à une nouvelle centrale

nucléaire pour pallier l'insuffisance de ses ressources énergétiques.

En Allemagne, la municipalité Verts / conservateurs formée en mai 2008 à Hambourg fait office de laboratoire d'expérimentation. En Sarre, le projet de coalition dite "Jamaique" (parce qu'elle rassemble le vert des écologistes, le jaune des libéraux et le noir des conservateurs - NDT) présente une situation encore plus originale. Suite aux élections, cette alliance ne se constitua pas en raison du caractère exclusif de cette option de coalition mais à cause de la défiance que nourrissaient les Verts à l'égard du parti « Die Linke » (« La Gauche »), qu'ils jugeaient incapable d'assumer des responsabilités gouvernementales. D'une façon générale, une alliance CDU/FDP/Verts est infiniment plus porteuse de conflits potentiels qu'une traditionnelle coalition à deux. A l'échelon national, ces coalitions ne recueillent d'ailleurs pas les faveurs des militants et les responsables politiques se sont bien gardés jusqu'ici de les encourager.

Si les conditions arithmétiques le permettaient, une coalition entre Verts et CDU serait rapidement constituée à l'échelon national. Lorsque de telles occasions se présentent, l'option d'une entrée au gouvernement ne laisse pas non plus indifférents les partis écologistes alternatifs. C'est ce qui s'est passé en Irlande, où les Verts avaient fait campagne contre les conservateurs avant les élections de mai 2007; forts de leur score de 4,7 %, ceux-ci obtinrent entre-temps trois postes ministériels.

5. Évolution programmatique et l'importance du sujet « environnement »

Les Verts sont nés de l'apparition d'une ligne de fracture entre valeurs libertaires et autoritaires dans les sociétés européennes. Au même moment, l'Europe occidentale a pris le virage du post-matérialisme et a vu apparaître de nouveaux mouvements sociaux dont les partisans ont souvent sympathisé par la suite avec les partis verts. En Europe de l'Est, les partis écologistes sont apparus plus tardivement, souvent à partir de 1989 seulement, mus par la volonté de défendre l'environnement et les droits civiques. En République tchèque, en République fédérale d'Allemagne, en Autriche, en Finlande et ailleurs, l'opposition au nucléaire a constitué

un facteur d'identité – à l'échelon national comme à l'échelon international. Cependant, depuis les années 1970, tous les partis démocratiques européens ont pris conscience de la dimension écologique des problèmes engendrés par la globalisation. Depuis les années 1980, les sociaux-démocrates et les conservateurs ont ainsi intégré le thème de l'environnement dans leurs programmes. En coopérant avec des partis sociaux-démocrates, les partis écologistes ont également changé: John Burchell écrit que les Verts allemands ont révisé leurs priorités et accordent désormais moins de d'importance aux « sujets de nature sociale » qu'aux « sujets de nature environnemental ». Tout donne à penser que chaque parti affine son profil par rapport au(x) partenaire(s) de coalition. Lors des élections européennes de 2009, les partis écologistes ont lancé un débat autour de la notion d'un « New Deal écologique », une démarche politique intégrée censée constituer une réponse à la crise économique, écologique et sociale du 21ème siècle. Ce « New Deal écologique » n'est pas envisagé de la même façon par tous, mais il repose sur trois piliers fondamentaux : (1) développement d'une économie durable, (2) égalité des chances et participation sociale, et (3) développement d'un système de gouvernance pour le capitalisme mondial.

Les partis verts ne sont plus les seuls à se soucier de politique économique durable, de protection du climat et d'énergies alternatives. Les thèmes environnementaux font désormais partie de la vie normale de la société. Pour le consommateur aisé, faire ses courses au rayon bio est devenue une pratique quotidienne. Les agriculteurs convertis à l'agriculture biologique ne sont pas les seuls à profiter de cette tendance: à partir du moment où les marges sont suffisantes, les grands groupes investissent aussi dans les énergies alternatives. La loi sur les énergies renouvelables a ainsi donné le jour à de nouvelles industries qui gagnent de l'argent à partir de la biomasse. Le projet « Desertec », qui a pour but de produire de l'énergie solaire dans le Sahara avec la participation d'entreprises comme Siemens et RWE, témoigne également de cette évolution. Du côté de l'électorat, le mode de vie « alternatif » et le vote conservateur ne sont plus incompatibles. Bien des électeurs du FDP, le parti néolibéral par excellence en Allemagne, consomment des produits bios ou se soucient de l'efficacité énergétique de leur logement. Les rapports entre les modes de

vie « écologiques » et le comportement électoral sont devenus plus flous. L'arrivée de la notion de développement durable dans le quotidien signifie aussi que les partis verts ne bénéficient pas automatiquement des voix des électeurs attachés à la protection du climat.

Les thèmes occupés par les écologistes indiquent que les sujets environnementaux comme la protection du climat, les énergies renouvelables et le développement durable ont gagné en importance depuis les années 1970 et resteront importants à l'avenir. Cependant, ces thèmes peuvent aussi bien être traités par d'autres partis. Cette évolution ne laisse donc présager ni un essor, ni un déclin des partis écologistes en Europe.

6. Forces et faiblesses des partis verts : analyse

Quelle analyse peut-on donc faire de la situation actuelle des partis verts en Europe ? Elle se caractérise d'abord par sa stabilité. En près de 40 ans, des partis écologistes se sont créés dans presque tous les pays d'Europe. D'après le tableau ci-dessus, on constate qu'ils remportent plus de 10 % des voix aux élections nationales dans six Etats. Ils sont certes à moins de 10 % dans 5 autres pays d'Europe, mais leur score dépasse tout de même les 5 %. Vingt ans après la chute du mur, le phénomène des « Verts » ne se limite plus à l'Europe de l'Ouest ; des partis écologistes ont aussi été créés à l'Est, notamment en Lettonie, en Estonie et en République tchèque. Il est de plus en plus fréquent de voir des partis écologistes appelés à entrer dans des gouvernements. Ils y côtoient souvent des partis sociaux-démocrates mais ne sont plus cantonnés au choix d'un partenaire de coalition unique. Ils coopèrent aussi depuis peu avec des partis conservateurs.

L'électorat écologiste n'est toutefois pas expansible à volonté. Les partis verts restent des partis qui s'adressent avant tout à une clientèle limitée. Ils peuvent certes disputer des électeurs aux grands partis populaires européens, mais sont incapables d'occuper la place des socialistes, des sociaux-démocrates ou des conservateurs. La présence des écologistes dans les gouvernements se caractérise en outre par une grande précarité : les verts sont toujours le partenaire de coalition minoritaire. Ils peuvent mettre certaines questions à l'ordre du

jour mais leur capacité d'action est limitée, comme le montre l'exemple de la Finlande.

Les partis écologistes et les organisations qui les ont précédés ont commencé à coopérer de façon transnationale dès les années 1970, dans le cadre des nouveaux mouvements sociaux. Depuis les années 80, ils ont créé des réseaux officiels. En 1984, ils ont lancé la Coordination of European Green Parties, sans mandat au départ. En 1989, les Verts ont pu constituer pour la première fois un groupe parlementaire au Parlement européen. 1993 fut l'année de naissance de la European Federation of Green Parties. Les Verts travaillent à la construction de réseaux internationaux mais la jeunesse et la diversité des partis écologistes ne permettent pas une organisation aussi structurée que celle des partis plus anciens.

7. Conséquences pour les partis sociaux-démocrates

Les sociaux-démocrates européens ont du faire face à de sérieux revers lors des dernières élections européennes : en France, le parti socialiste est descendu à 16,5 % des voix aux élections européennes de 2009 alors que les écologistes grimperont à 16,3 % et remportèrent autant de sièges que le PS (14). En Autriche, le SPÖ a reculé de plus de 9 % lors de ce même scrutin – les Verts autrichiens ont d'ailleurs eux aussi perdu des voix à hauteur de 3 %. En Grande Bretagne, le Labour Party a lui aussi fait une chute spectaculaire avec 16 % seulement, un plancher historique. En Cornouailles et dans le Kent, les Verts ont battu les sociaux-démocrates ; ceux-ci ne sont arrivés en tête que dans les métropoles industrielles du Nord-Est et avec un score descendu à 25 %.

Pour Albrecht von Lucke, la crise de la gauche est due avant tout à l'absence d'une réelle option de pouvoir. Un cycle de gouvernement social-démocrate arrive à son terme : celui que l'on a connu à la fin des années 90 sous les noms de « New Labour » et de « Nouveau centre ». Dans l'avenir il n'y aura plus seulement des coalitions de gauche réunissant des sociaux-démocrates et/ou des partis de gauche et des écologistes en Europe. De nouvelles formes de coalition sont en train d'émerger. Cependant, la catégorisation actuelle des partis est peut-être déjà obsolète. Les partis devraient alors se positionner au-delà des camps politiques traditionnels, dans le cadre

de systèmes caractérisés par une forte diversité. Les socialistes et les sociaux-démocrates perdent certes des électeurs au profit des écologistes. Mais ils en perdent aussi au profit des conservateurs, des libéraux et du bloc des abstentionnistes. Ces glissements à l'intérieur du système des partis marquent peut-être la fin d'une époque au cours de laquelle les partis de gauche ne pouvaient former de coalitions qu'au sein de leur propre camp. Le changement de priorités des électeurs observé au cours des dernières années profite aux partis conservateurs et souvent même à l'extrême-droite. Ces changements, ainsi que l'apparition de nouveaux acteurs rendent également de nouvelles coalitions possibles pour les Verts.

Pour les sociaux-démocrates, cette réalité nouvelle a deux conséquences : il leur faut d'une part accepter le changement structurel de ces dernières années et comprendre d'autre part qu'une époque politique est en train de s'achever. Un an après la crise financière, les sociaux-démocrates doivent formuler de nouvelles réponses qui aillent au-delà de la « troisième voie » et du « nouveau centre » de manière à reconquérir certains de leurs anciens électeurs et à en gagner de nouveaux. Cela ne sera toutefois possible que si les partis prennent pleinement conscience de ce qu'ils ont à offrir, acceptent les changements en cours au sein de la société et adoptent un changement de cap susceptible de réintégrer l'aile gauche et progressiste à l'intérieur du parti. Les sociaux-démocrates allemands seraient bien inspirés de tenir davantage compte des avis de leurs adhérents et de concevoir des solutions politiques qui s'adressent à l'ensemble de la société.

L'opinion exprimée dans cette analyse n'engage pas la position de la FES.

Responsable de la publication :
Ernst Hillebrand, directeur du bureau parisien
de la FES

Autres articles de la FES Paris à télécharger sur le site

<http://www.fesparis.org/publications.php>

Les syndicats en Allemagne: Organisation, contexte, enjeux,

Heiner Dribbusch, janvier 2010

La nouvelle Ostpolitik allemande et la politique européenne de voisinage

Annegret Bendiek + Jürgen Neyer, août 2009

Une politique européenne des revenus pour plus de croissance et de justice ,

Michael Dauderstädt, juin 2009

Energie nucléaire - abandon ou renaissance?

Lutz Mez, juin 2009

Pour une Europe du progrès social, Document de position commun du SPD et du DGB, mai 2009**Vers une meilleure cohérence sociale en Europe,**

Klaus Busch, octobre 2009

Les programmes de relance allemandes: un aperçu détaillé,

Ministère des Finances allemand, juin 2009

Le retour de la Deutschland AG

Anke Hassel, mars 2009

L'Europe sur la voie d'une Union sociale? Un état des lieux de l'Agenda social renouvelé' de la Commission européenne

Andrej Stuchlík et Christian Kellermann, mars 2009

Vers un Maastricht social: Propositions pour un pacte de stabilité sociale européen

Björn Hacker, février 2009